



COMMUNIQUÉ de presse

Paris, le 23 septembre 2025

3^{ème} édition du Carnet de santé :

84 % des Français estiment que le déficit de la Sécurité sociale met en danger son avenir

Les mesures phares de la Mutualité Française pour une protection sociale soutenable, durable et solidaire

À l'heure où la Sécurité sociale s'apprête à fêter ses 80 ans, la Mutualité Française publie la troisième édition de son Carnet de Santé de la France. Ce rendez-vous annuel, qui croise perceptions¹ et données publiques, dresse un constat inquiétant : deux Français sur trois ont renoncé à des soins au cours de l'année écoulée et 87 % vivent dans un désert médical.

Des propositions concrètes pour des résultats immédiats

Dans un contexte budgétaire dégradé renforcé par une instabilité politique persistante, **84 % des Français estiment que le déficit de la Sécurité sociale met en danger son avenir**². En écho à cette inquiétude, la Mutualité Française appelle le nouveau Gouvernement à dépasser les logiques comptables et court-termistes et à soutenir des mesures efficaces, justes et courageuses dès les débats budgétaires de l'automne.

En effet, si une réforme d'ampleur est incontournable, des leviers peuvent être activés dès aujourd'hui pour amorcer une transformation concrète du système de protection sociale et de santé. À l'occasion de la publication du *Carnet de Santé de la France 2025*, la Mutualité Française appelle le Gouvernement et les parlementaires à saisir l'opportunité du prochain

¹ Sondage Odoxa- Mutualité Française – Juin 2025

² Sondage Odoxa- Mutualité Française – Juin 2025

Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour engager des mesures à forte portée symbolique et à effets immédiats.

1. Lutter contre la fraude, un prérequis pour restaurer la confiance

La fraude sociale contribue significativement au déficit de la Sécurité sociale, avec **13 milliards d'euros estimés**, dont **4 milliards d'euros dans le champ de la santé**³. Loin d'être un phénomène marginal, ce détournement massif est devenu un enjeu collectif qui appelle une réponse coordonnée et déterminée d'autant que 83 % des Français jugent prioritaire la mise en place de contrôles supplémentaires contre les fraudes et abus⁴.

Pour rétablir la confiance et le contrat de solidarité, la Mutualité Française rappelle ses propositions majeures figurant dans le projet de loi en attente de dépôt devant le Parlement :

- La **reconnaissance du rôle des organismes complémentaires** dans la lutte contre la fraude,
- Le **partage de données de santé** avec l'Assurance maladie,
- Le **renforcement des sanctions**, comme la suspension du tiers payant pour les professionnels fraudeurs.

2. Garantir l'accès aux soins partout et pour tous

L'érosion de l'accès aux soins partout et pour tous s'aggrave à une vitesse accélérée, au risque d'une rupture de confiance :

- 65 % des Français ont renoncé à des soins en 2025 (contre 62 % en 2024), dont les catégories les plus précaires⁵.
- 84 % jugent difficile d'obtenir un rendez-vous chez un spécialiste (+9 points en un an)⁶
- Près de 10 % des assurés n'ont plus de médecin traitant, dont 400 000 patients en affection de longue durée (ALD).

Pour répondre à l'urgence et préserver le contrat social dans la durée, la Mutualité Française propose de :

- Généraliser la mise en place d'**équipes de soins traitantes** afin de renforcer le maillage territorial et partager les compétences,
- Engager les moyens pour développer et garantir la pérennité **des centres de santé, ainsi que des offres de soins coordonnés via les Maisons de santé pluridisciplinaires.**

3. Faire de la prévention une prestation de santé à part entière

Alors que la France consacre seulement **3,9 % de ses dépenses de santé à la prévention**, contre 5,5 % en moyenne européenne⁷, les Français expriment une attente ferme⁸ :

³ Carnet de Santé de la France 2025

⁴ Sondage Odoxa- Mutualité Française – Juin 2025

⁵ Sondage Odoxa- Mutualité Française – Juin 2025

⁶ Sondage Odoxa- Mutualité Française – Juin 2025

⁷ Carnet de Santé de la France 2025

⁸ Sondage Odoxa- Mutualité Française – Juin 2025

- 84 % souhaitent plus d'actions pour prévenir les troubles de santé mentale,
- 87 % considèrent la pratique sportive aussi efficace que les médicaments,
- Mais 45 % estiment mal informés sur la prévention,
- 86 % estiment que le partage des données de santé peut améliorer la qualité des soins.

La Mutualité Française demande au Gouvernement de considérer la prévention comme un pilier du soin, en proposant :

- La reconnaissance de la prévention comme une **prestation à part entière** et un élément d'exécution du contrat de complémentaire santé – prévoyance,
- **Un portage interministériel de la prévention** pour agir sur tous les déterminants de santé (logement, éducation, environnement),
- De permettre **le partage et un meilleur usage des données de santé pour faciliter la prévention ciblée et plus personnalisée,**
- La **généralisation de l'actualisation de Mon Espace Santé** par les professionnels et les assurés.

« Avec ces propositions, le Gouvernement a l'opportunité de prendre des mesures utiles et immédiatement efficaces : le prochain PLFSS peut être bien plus qu'un ajustement budgétaire. Il peut marquer un tournant, en posant des actes utiles, visibles et attendus par les Français » estime Éric Chenut, Président de la Mutualité Française.

Une mobilisation d'ampleur pour réformer le système : les États généraux de la santé et de la protection sociale

Afin de bâtir une vision commune et durable, la Mutualité Française lance des États généraux de la santé et de la protection sociale, démarche participative inédite associant citoyens, professionnels de santé, élus et société civile. **L'objectif : élaborer une plateforme de mesures concrètes en vue des échéances électorales de 2027.**

« Des solutions existent dès aujourd'hui pour répondre aux tensions que traverse notre système de santé et de protection sociale. Il faut le courage de les mettre en œuvre sans attendre, mais aussi de poser clairement la question de la place que nous voulons accorder à la santé demain. Quel système voulons-nous bâtir pour les générations futures ? Pour garantir la soutenabilité et l'universalité de notre modèle solidaire, nous aurons besoin de tous les acteurs. Recréer les conditions de la confiance et construire le futur C'est le sens de la démarche de nos États Généraux », déclare Éric Chenut, Président de la Mutualité Française.

[Découvrez l'édition 2025 du Carnet de Santé >>](#)

À propos de la Mutualité Française

Acteur majeur de l'économie sociale et solidaire, la Mutualité Française, présidée par Eric Chenut, représente près de 500 mutuelles.

Nées de la volonté de femmes et d'hommes de se protéger solidairement des aléas de la vie, les mutuelles sont des sociétés de personnes à but non lucratif. Elles sont présidées par des militants mutualistes élus. Elles agissent pour la protection sociale de 32 millions de Français et promeuvent le droit de tous à la pleine santé en intervenant en complémentarité et en partenariat avec la Sécurité Sociale et en contribuant au service public de santé.

Les mutuelles, groupes et unions proposent des solutions dans trois domaines d'activités : complémentaire santé, prévoyance-dépendance et épargne-retraite. Avec plus de 2900 services de soins et d'accompagnement mutualistes, elles jouent un rôle majeur pour l'accès aux soins, dans les territoires, à un tarif maîtrisé. Elles sont aussi le 1^{er} acteur privé de prévention en santé par les actions déployées sur l'ensemble du territoire.

Au quotidien, les membres de la Mutualité Française déclinent autour de trois territoires d'engagement - proximité, participation et innovation - sa raison d'être : "Se protéger mutuellement aujourd'hui pour, ensemble, construire les solidarités de demain".

   Espace presse & photothèque 

Contacts presse

➤ **Carole Charlier** | 07 60 73 55 69 | carole.charlier@mutualite.fr